INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 12 janvier 2022**

* Les marchés actions européens ont poursuivi leur progression même si l'inflation américaine a légèrement dépassé les attentes. L'indice CAC 40 a fini sur un gain de 0,75% à 7 237,19 points tandis que l'EuroStoxx50 s'est adjugé 0,78% à 4 315,09 points. La tendance était moins favorable à Wall Street où le Dow Jones gagnait 0,13% et le Nasdaq Composite, 0,25% vers 17h30.
* La séance avait bien commencé,  les investisseurs ayant été rassurés hier par Jerome Powell. Le président de la Fed a promis d'agir avec doigté et douceur sur les taux, sachant que l'inflation ralentira également d'elle-même avec la fin prochaine des goulots d'étranglement.
* En attendant, l'inflation continue d'accélérer. Elle a même atteint son plus haut niveau depuis février 1982. Les prix à la consommation ont progressé de 0,5% en décembre, contre un consensus de +0,4% après +0,8% en novembre. Sur un an, les prix grimpent de 7% conformément aux attentes après +6,8% en novembre. Cette hausse est la plus importante depuis février 1982.
* Hors énergie et alimentaire, l'inflation s'établit à 0,6%. Les économistes tablaient sur +0,5%, comme en novembre. Sur un an, cette inflation "core" ressort 5,5% contre un consensus de 5,4% après 4,9% en novembre.
* Si ces statistiques ont pesé sur les taux longs; les investisseurs craignant des chiffres pires, ils se sont repris par la suite. Le rendement du 10 ans américain a limité son repli à 1 point de base à 1,73%.
* Le baril de Brent gagne 0,84% à 84,45 dollars à la suite de l'annonce d'un septième recul hebdomadaire des stocks américains de brut. L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a indiqué qu'ils avaient baissé de 4,6 millions de barils alors qu'un repli de 1,9 million était attendu. Les stocks d'essence ont pour leur part augmenté de 8 millions de barils tandis que ceux des produits distillés, dont le fioul domestique, ont progressé de 2,5 millions de barils. Ils étaient attendus en augmentation de respectivement 2,41 et 1,76 million de barils.
* Le peso philippin avance de 0,13% mercredi, un dollar s'échangeant désormais contre 51,0440 pesos. Hier, la banque centrale de la perle des mers d'Orient est intervenue pour limiter la volatilité de sa devise, a expliqué le gouverneur Benjamin Diokno. L'annonce d'une normalisation de la politique monétaire de la Fed met en effet les devises de pays émergents sous pression, et le peso était tombé jusqu'à 51,45 pesos par dollar lundi, son plus bas niveau en près de deux ans.
* Bpifrance annonce les trois premiers investissements en obligations Relance pour un montant de 17 millions d'euros, sur une enveloppe totale de 220 millions. Le groupe Estémi (33), fabricant multimatériaux de menuiseries (Ouvêo) et de fermetures (Provélis) sur mesure 100% française a bénéficié d’un financement en Obligations Relance dans le cadre du rachat de l’entreprise Loubat Fermetures (47) en décembre 2021. Le groupe Au Forum Du Bâtiment (75) a bénéficié d’obligations Relance dans le cadre du financement de son plan de développement organique.

Enfin, les obligations Relance ont bénéficié au groupe Mister Menuiserie (27), spécialisé dans le secteur de la vente de menuiserie, du confort et de la sécurité de la maison dans une approche phygitale.

* En novembre 2021, la production industrielle corrigée des variations saisonnières a augmenté de 2,3% dans la zone euro et de 2,5% dans l'Union européenne, par rapport à octobre 2021, selon les estimations d’Eurostat, l’office statistique de l'Union européenne. Elle était attendue en progression de 0,5% seulement dans la zone euro, selon le consensus Reuters. En octobre 2021, la production industrielle avait diminué de 1,3% dans la zone euro et de 0,8% dans l’UE.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Rexel et OVHcloud ont été bien orientées grâce, respectivement, à une performance 2021 meilleure que prévu et de bons chiffres d'activité. En revanche, Renault a chuté de près de 4%, dans le sillage du "Motorgate".
* EDF (-0,99% à 10,045 euros) se replie après l'annonce d'un énième retard du chantier du réacteur nucléaire EPR de troisième génération à Flamanville (Manche). Préalable à tout essai de fonctionnement, la date de chargement du combustible dans la cuve du futur réacteur est « décalée de fin 2022 au second trimestre 2023 », a indiqué l'électricien public. Retard signifie surcoût que le groupe évalue à 300 millions d'euros. L'EPR (European Pressurized Reactor, soit réacteur pressurisé européen) coutera donc à date 12,7 milliards, contre 3 milliards prévus au début du projet, en 2007.

Projet qui s'achèvera donc, toujours à date, en l'an prochain et non... en 2012, comme prévu initialement.

EDF a justifié cette nouvelle déconvenue par un contexte industriel rendu plus difficile par la pandémie. Plus de 55 000 contrôles documentaires et vérifications sur les installations, concernant plus de 7 000 équipements " importants pour la sûreté ", ont été effectués, a expliqué la société.

La résistance du titre en Bourse témoigne du pragmatisme des investisseurs face au chemin de croix d'EDF. Ils redoutaient sans doute l'annonce de surcoûts plus élevés.

En juillet 2020, la Cour des comptes avait estimé le coût total du chantier à plus de 19 milliards d'euros. Les conseillers de la Cour des comptes avait stigmatisé " un échec opérationnel, des dérives de coûts et des délais considérables ".

* Rexel figure parmi les plus fortes hausses du SBF 120 ce mercredi, avec un gain de 5,34% à 19,91 euros, porté par la révision à la hausse de ses estimations 2021. Une activité commerciale meilleure qu'attendue au quatrième trimestre, combinée à sa focalisation sur la marge brute et la discipline des coûts, ont permis au distributeur de matériel électrique d'atteindre une croissance des ventes à jours constants de 15,3%. La précédente prévision du groupe la voyait plutôt entre 12% et 15%. Le consensus des analystes, rapporté par UBS, anticipe +14,8%.

Cette croissance a été tirée par une reprise dynamique, notamment aux États-Unis, également soutenue par la hausse de l'inflation, précise Rexel.

La marge d'Ebita ajusté devrait ressortir à 6,2% pour l'année 2021, contre une précédente prévision de 5,7%. Le groupe estime que la progression de la marge d'Ebita ajusté de 200 points de base de 2020 à 2021 inclut 40 points de base d'effets non récurrents, notamment une inflation positive ponctuelle des prix des produits hors câble partiellement compensée par un impact négatif des bonus, à un niveau historiquement élevé.

En ce qui concerne 2022, Rexel déclare démarrer l'année "avec des carnets de commandes importants tant chez Rexel que chez nos clients, portés par une demande sous-jacente saine et des projets qui ont été reportés de l'année dernière en raison de la faible disponibilité de la main-d'œuvre et des tensions dans la chaîne d'approvisionnement".

* Deuxième publication financière depuis son introduction en Bourse à la mi-octobre pour OVHcloud et nouvelle réussite. Les investisseurs ont salué l'accélération de la croissance de l'activité au premier trimestre et porté le titre du spécialiste européen du cloud en hausse de 4,56% à 25,58 euros. Il a ainsi affiché l'une des plus fortes hausses de l'indice SBF120, qu'il a intégré fin décembre.

Au premier trimestre, clos fin novembre, le chiffre d'affaires consolidé d'OVHcloud a atteint 187 millions d'euros, en hausse de 13,9 % en données publiées et de 13,5 % en données comparables. Le Cloud public à +24,9 % a été le plus dynamique alors que Cloud privé a progressé de 14,6 %. A données comparables, leur hausse est de respectivement 22,4% et de 14,3%.

" L'accélération du chiffre d'affaires lors du premier trimestre reflète une bonne performance commerciale, avec une croissance tirée par la progression continue du Chiffre d'affaires moyen par client actif (ARPAC) " a commenté le groupe technologique.

Le taux de rétention net du chiffre d'affaires a atteint 112% sur la période (vs 100% à l'issue de l'exercice 2021). Il atteint également 112% en éliminant les avoirs et les bons émis suite à l'incident de Strasbourg et à taux de change constants (vs 103% en FY21), soit un niveau en forte progression par rapport aux exercices précédents, démontrant la capacité du Groupe à croître avec ses clients.

* Vente-unique.com a fait état d'un bénéfice net au cours de son exercice 2020-2021 (clos au 30 septembre 2021) de 14,2 millions d'euros. Celui-ci a été multiplié par plus de trois sur un an, quand le résultat opérationnel a bondi de 150% à 19,4 millions d'euros. L'Ebitda ajusté ressort quant à lui à 21,6 millions d'euros (+116%), soit un taux de marge de 13,2% (+4,8 points), grâce à la maîtrise des des dépenses opérationnelles, malgré un "très léger surcoût assumé de la logistique lié à l'extension de la plateforme d'Amblainville.

Le site de vente d'ameublement a également réalisé une marge brute de 57%, en amélioration de 3,9 points sur un an, grâce à la capacité de la société à adapter sa politique tarifaire aux évolutions conjoncturelles (répercussion des hausses de coûts d'approvisionnement).

Du côté des ventes, le groupe en a enregistré plus d'une, le chiffre d'affaires s'élevant à 163,5 millions d'euros. Il a affiché une croissance de 38% sur un an, ce qui lui a permis de dépasser ses objectifs: Vente-uniques.com s'était initialement fixé comme objectif d'atteindre 150 millions d'euros de revenus, avant de viser les 160 millions.

"Cette excellente performance commerciale est le fruit de la remarquable capacité de Vente-unique.com à satisfaire de plus en plus de consommateurs et à maîtriser ses approvisionnements grâce au travail de ses équipes de Sourcing et de Logistique qui ont su maintenir un haut niveau de disponibilité de produit sur l'ensemble de l'exercice, malgré le contexte de marché tendu connu sur le second semestre", explique le groupe.

L'ensemble des régions géographiques ont contribué à la bonne dynamique commerciale, avec en premier lieu l'Europe du Nord et de l'Est qui a enregistré la meilleure performance (+45% à 51,6 millions d'euros), suivie par l'Europe du Sud (+40% à 23,5 millions d'euros) puis par la France (+33% à 88,5 millions d'euros).

* Philips affiche de loin la plus forte baisse de l'indice néerlandais AEX, s'affaissant de 15,22% à 28,655 euros. Le groupe d'électronique spécialisé dans la santé et les produits de Soins personnels a lancé un nouvel avertissement sur ses résultats 2021; de nouveau pénalisé par des problèmes d'approvisionnement. L'année dernière avait aussi été marquée par le coûteux rappel d'appareils de traitement de l'apnée du sommeil en raison des risques qu'ils faisaient peser sur la santé de leurs propriétaires. Les provisions associées sont finalement encore plus élevées.

Philips a prévenu que ses ventes pour le quatrième trimestre devraient s'élever à environ 4,9 milliards d'euros, soit environ 350 millions d'euros de moins que ses prévisions antérieures. Il avait déjà lancé un avertissement en octobre.

La firme néerlandaise a mis en cause l'intensification de pénuries au niveau de la chaîne d'approvisionnement mondiale (principalement liées aux composants électroniques et à la capacité de transport), ainsi que le report d'installations d'équipements de clients. Les revenus seront en baisse de 10% à données comparables.

**ANALYSES**

* En 2021, l'inflation a été l'invitée surprise en France. En décembre, elle a atteint un niveau très élevé de 2,8 % en glissement annuel, selon les estimations provisoires de l'Insee. Le sujet prenant une tournure politique, la commission des Finances du Sénat a décidé de se pencher sur « les perspectives et les conséquences à moyen terme » du phénomène en auditionnant mercredi les économistes.

Selon eux, le phénomène est parti pour durer encore plusieurs mois. « Après une évolution des prix de 0,9 % par an sur la période 2015-2020, nous prévoyons que l'inflation se maintiendrait au-dessus de 2,5% à l’horizon de la mi 2022», a indiqué le directeur général de l'Insee Jean-Luc Tavernier. Charles-Henri Colombier chez Rexecode a estimé, lui, qu'il fallait réévaluer les prévisions réalisées à la fin de l'an dernier. « En décembre, nous anticipions une inflation un peu supérieure à 2,5 % en 2022. Aujourd'hui, on ne serait pas loin de 3 % », a-t-il indiqué.

Dans ce concert, la Banque de France a de nouveau fait entendre une voix un peu différente. L'institution monétaire table toujours sur le scénario d'une « bosse » de l'inflation suivie d'un recul lui permettant de revenir sous les 2 %, en données harmonisées, - un indicateur différent de celui de l'Insee -, d'ici à la fin de l'année (contre 3,4 % en décembre 2021).

Pour son directeur général, Olivier Garnier, l'incertitude porte « sur l'ampleur et la durée de la bosse ». Les aléas sont nombreux compte tenu du variant Omicron. En tout état de cause, l'inflation s'installera à un niveau plus élevé qu'avant la crise sanitaire.

L'année passée, c'est d'abord la flambée des cours de l’énergie qui avait nourri la hausse des prix. Se sont ajoutées l'envolée des coûts du transport, les pénuries et les désorganisations des chaînes de production qui ont suivi.

En 2022, tout va encore dépendre des soubresauts de la pandémie. Pour autant, « le consensus global est que ce choc d'offre devrait se résorber, probablement au premier semestre », a relevé Christophe Blot, directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Au cours des prochains mois, l'inflation devrait plutôt être portée par la hausse des prix des biens manufacturés et alimentaires, selon Jean-Luc Tavernier. Et pour cause : les prix de production dans l'industrie ont bondi de 16 % sur un an en novembre 2021, et les prix agricoles à la production se sont eux aussi envolés.

Désormais les entreprises sont de plus en plus nombreuses à vouloir répercuter sur le consommateur les augmentations de coûts subies. Cette situation risque d'attiser les revendications salariales. D'ores et déjà la Banque de France anticipe une hausse annuelle d l’ordre de 3% des salaires, contre 2 % avant la crise sanitaire.

Face aux poussées inflationnistes resurgit la question du pouvoir d’achat des ménages, touchés au portefeuille par l'augmentation des dépenses contraintes (énergie, alimentation etc.). Sur ce sujet politiquement très sensible, les projections de Rexecode sont pessimistes : « Le pouvoir d'achat par ménage devrait se dégrader en 2022 et 2023 », a prévenu Charles-Henri Colombier. L'Insee anticipe aussi un repli au premier semestre. La banque centrale n'est toutefois pas sur la même ligne et s'attend à une progression cette année (+ 0,6 % prévu), mais moindre qu'en 2021 (+1,7 %).

Le pouvoir d'achat s'impose comme la première préoccupation des Français dans la campagne présidentielle. L'exécutif a pris les devants en dégainant une série de mesures pour contrer les effets de l'envolée des cours de l'énergie. Tous les candidats affûtent leurs propositions pour répondre aux inquiétudes des électeurs.

**L’AGENDA DU 13 janvier 2021**

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Prix à la production en décembre